

L'intervention dans les frais de formation telle que visée au § 2 est accordée également pour les travailleurs qui suivent une formation en vue d'obtenir une qualification qui fait l'objet d'un manque immédiat sur le marché du travail auquel l'Office n'est pas à même d'apporter une solution dans un délai raisonnable. Le Comité de gestion approuve chaque année la liste limitative des formations faisant l'objet de cette disposition.

§ 4. Afin de pouvoir bénéficier des interventions visées au § 2, les organisations définies à l'article 105 doivent démontrer que les conditions suivantes sont remplies :

- 1° le respect des dispositions légales et conventionnelles relative notamment aux conditions de rémunération et de travail, à l'emploi de stagiaires et de main-d'œuvre étrangère;
- 2° la formation doit s'inscrire dans le plan de formation, s'il s'agit d'une formation collective dans une entreprise ou organisation qui dispose d'un conseil d'entreprise ou d'une délégation syndicale;
- 3° la formation doit donner lieu à une qualification complémentaire établie par une rémunération ajustée, une nouvelle définition des tâches ou l'obtention d'un certificat;
- 4° la formation doit être dispensée en principe hors production. »

Art. 10. L'article 108 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 108. La proposition de collaboration est introduite auprès de l'administrateur général. »

Art. 11. Dans l'article 111, 3°, le mot « candidats » est remplacé par « demandeurs d'emploi ».

Art. 12. L'article 113 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 113. Sans préjudice des dispositions de l'article 81, les centres peuvent bénéficier d'une intervention financière de l'Office pour les formations dispensées par eux à des demandeurs d'emploi ou à des travailleurs, conformément à l'article 107, § 3.

Le montant de cette intervention est fixé par le Comité de gestion et arrêté dans un contrat. Le montant maximum ne peut dépasser celui prévu à l'article 107, § 2. »

Art. 13. A l'article 119, le mot « participant » est remplacé par le mot « demandeur d'emploi ».

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1992.

Art. 15. Le Ministre communautaire de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 11 décembre 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Emploi,

R. DE WULF

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES ET MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 92 — 503

[S.C. — 29782]

18 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant création dans le ressort du Secteur XVII — Communauté française — des comités de concertation de base et des comités intermédiaires de concertation et désignation des présidents et des membres de la délégation de l'autorité ainsi que de leurs suppléants

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment les articles 34, 36, 38 et 42;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de Concertation du Secteur XVII, donné le 29 octobre 1991;

Sur la proposition du Ministre-Président ayant la fonction publique dans ses attributions;

Vu la délibération de l'Exécutif du 11 décembre 1991,

Arrête :

Article 1er. Dans le ressort du Comité de secteur XVII — Communauté française — sont créés, pour le Ministère de la Culture et des Affaires sociales :

— un comité intermédiaire de concertation :

le ressort de celui-ci ainsi que la composition de la délégation de l'autorité sont fixés dans l'annexe 1 du présent arrêté.

— quatorze comités de concertation de base :

le ressort de chacun d'entre eux ainsi que la composition de la délégation de l'autorité sont fixés dans l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 2. Dans le ressort du Comité de secteur XVII — Communauté française — sont créés, pour le Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation :

— un comité intermédiaire de concertation :

le ressort de celui-ci ainsi que la composition de la délégation de l'autorité sont fixés dans l'annexe 3 du présent arrêté.

— deux comités de concertation de base :

le ressort de chacun d'entre eux ainsi que la composition de la délégation de l'autorité sont fixés dans l'annexe 4 du présent arrêté.

Art. 3. Dans le ressort du Comité de secteur XVII — Communauté française — sont créés, pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance :

— quatre comités de concertation de base :
le ressort de chacun d'entre eux ainsi que la composition de la délégation de l'autorité sont fixés dans l'annexe 5 du présent arrêté.

Art. 4. Dans le ressort du Comité de secteur XVII — Communauté française — sont créés, pour le Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées :

— deux comités de concertation de base :
le ressort de chacun d'entre eux ainsi que la composition de la délégation de l'autorité sont fixés dans l'annexe 6 du présent arrêté.

Art. 5. Dans le ressort du Comité de secteur XVII — Communauté française — est créé, pour le Fonds des bâtiments scolaires de l'enseignement officiel subventionné :

— un comité de concertation de base :
le ressort de celui-ci ainsi que la composition de la délégation de l'autorité sont fixés dans l'annexe 7 du présent arrêté.

Art. 6. Dans le ressort du Comité de secteur XVII — Communauté française — est créé, pour le Fonds communautaire de garantie des Bâtiments scolaires :

— un comité de concertation de base :
le ressort de celui-ci ainsi que la composition de la délégation de l'autorité sont fixés dans l'annexe 8 du présent arrêté.

Art. 7. La fonction de président dans les comités de concertation de base et dans les comités intermédiaires de concertation, ainsi que la fonction de président suppléant dans les comités intermédiaires de concertation, est assurée par le fonctionnaire titulaire de l'emploi visé ou désigné pour en exercer les fonctions.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 décembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre-Président,
V. FEAUX

Annexe 1

COMITE INTERMEDIAIRE DE CONCERTATION POUR LE MINISTRE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

§ 1er. — Ressort : Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

- Président : Le secrétaire général.
- Président suppléant : Le directeur d'administration de la direction d'administration de la fonction publique — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
- Membres effectifs :
 - M. Ch. Courtelle, directeur général — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
 - M. R. François, directeur d'administration Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
- Membres suppléants :
 - Mme F. Lachaert, directeur d'administration — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
 - Mme Cl. Louis, conseiller adjoint — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

§ 2. Lorsque les points inscrits à l'ordre du jour d'une réunion du présent comité intermédiaire de concertation sont exclusivement des points communs à plusieurs comités de concertation de base d'une même direction générale, la composition de ce comité intermédiaire est fixée comme suit :

- Présidence : Le secrétaire général.
- a) Dans l'hypothèse où la direction générale de la Culture et de la Communication est concernée :
 - Président suppléant : Le directeur général de la direction générale de la Culture et de la Communication — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
 - Membres effectifs :
 - M. M. Massun, directeur d'administration — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
 - M. P. Scharff, inspecteur en chef — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
 - Membres suppléants :
 - M. J.P. Stouffs, conseiller adjoint — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
 - Mme. M. Lahaye, conseiller — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
- b) Dans l'hypothèse où la direction générale de la Santé est concernée :
 - Président suppléant : Le directeur général de la direction générale de la Santé — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
 - Membres effectifs :
 - M. E. Michaux, médecin directeur — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
 - M. J. Abeloos, inspecteur en chef directeur — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
 - Membres suppléants :
 - N — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
 - M. R. Moriaux, médecin — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

c) Dans l'hypothèse où la direction générale du Sport et du Tourisme est concernée :
 — Président suppléant : Le directeur général de la direction générale du Sport et du Tourisme — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

— Membres effectifs :

— M. G. Gypens, inspecteur en chef — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

— M. L. Busson, inspecteur principal — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

— Membres suppléants :

— M. M. Giannarelli, commissaire au tourisme — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

— M. R. Hamaitte, conseiller — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 décembre 1991.

Le Ministre-Président,
 V. FEAUX

Annexe 2

COMITES DE CONCERTATION DE BASE
 POUR LE MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

Comité de concertation de base n° 1

— Ressort : Services du Secrétariat général (à l'exception de la direction d'administration de l'Aide à la jeunesse).

— Président : Le secrétaire général.

— Président suppléant : M. Ch. Courtaille, directeur général — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

— Membre effectif : Mme Cl. Louis, conseiller adjoint — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

— Membre suppléant : Mme B. Bertrand, secrétaire d'administration — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Comité de concertation de base n° 2

— Ressort : Services du Secrétariat général — direction d'administration de l'Aide à la Jeunesse — Administration centrale.

— Président : Le directeur d'administration de la direction d'administration de l'Aide à la jeunesse.

— Président suppléant : Mme D. Delatte, conseiller juridique — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

— Membre effectif : Mme M. Thomas, conseiller adjoint — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

— Membre suppléant : M. J. Crochelet, conseiller — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Comité de concertation de base n° 3

— Ressort : Services du Secrétariat général — direction d'administration de l'Aide à la Jeunesse — Services extérieurs — Etablissements d'observation et d'éducation.

— Président : Le directeur d'administration de la direction d'administration de l'Aide à la jeunesse.

— Président suppléant : M. F. Uytterhaege, directeur — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

— Membre effectif : Mme A.M. Saey, conseiller adjoint — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

— Membre suppléant : M. J.C. Devyver, conseiller adjoint — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Comité de concertation de base n° 4

— Ressort : Services du Secrétariat général — direction d'administration de l'Aide à la Jeunesse — Services sociaux.

— Président : Le directeur d'administration de la direction d'administration de l'Aide à la jeunesse.

— Président suppléant : M. J. Crochelet, conseiller — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

— Membre effectif : Mme D. Delatte, conseiller juridique — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

— Membre suppléant : Mme M. Thomas, conseiller adjoint — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Comité de concertation de base n° 5

— Ressort : Direction générale de l'Infrastructure.

— Président : Le directeur général de la direction générale de l'Infrastructure.

— Président suppléant : M. J. Dermien, inspecteur général — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

— Membre effectif : M. M. Varkas, ingénieur — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

— Membre suppléant : M. J.P. Delhez, ingénieur — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Comité de concertation de base n° 6

— Ressort : Direction générale des Affaires sociales.

— Président : Le directeur général de la direction générale des Affaires sociales.

— Président suppléant : Mme P. Beka, inspecteur général — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

— Membre effectif : M. G. Escoullaire, inspecteur général — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

— Membre suppléant : M. J.H. Sauwen, conseiller — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Comité de concertation de base n° 7

— Ressort : Direction générale de la Santé (à l'exception des hôpitaux psychiatriques de Mons et de Tournai).

— Président : Le directeur général de la direction générale de la Santé.

— Président suppléant : M. R. Lonfils, inspecteur médecin — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

— Membre effectif : M. J. Abeloos, inspecteur en chef directeur — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

— Membre suppléant : N — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Comité de concertation de base n° 8

- Ressort : Hôpital psychiatrique de Mons.
- Président : L'inspecteur général de l'Inspection générale de la Médecine curative.
- Président suppléant : M. G. Goetgebuer, chef administratif — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
- Membre effectif : M. W. Roucourt, psychologue — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
- Membre suppléant : Mme Y. Deleuze, conseiller adjoint — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Comité de concertation de base n° 9

- Ressort : Hôpital psychiatrique de Tournai.
- Président : L'inspecteur général de l'Inspection générale de la Médecine curative
- Président suppléant : M. J. Secret, médecin chef de service — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
- Membre effectif : M. M. Floris, inspecteur médecin chef de service — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
- Membre suppléant : M. R. Cloquette, médecin chef de service — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Comité de concertation de base n° 10

- Ressort : Direction générale de la Culture et de la Communication Administration centrale et Services extérieurs (à l'exception des dépôts de matériels et des centres de rencontres).
- Président : Le directeur général de la direction générale de la Culture et de la Communication.
- Président suppléant : M. M. Massun, directeur d'administration — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
- Membre effectif : M. P. Scharff, inspecteur en chef — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
- Membre suppléant : Mme M. Lahaye, conseiller — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Comité de concertation de base n° 11

- Ressort : Direction générale de la Culture et de la Communication Services extérieurs — Dépôts de matériel et Centres de rencontres relevant de la direction générale.
- Président : Le directeur général de la direction générale de la Culture et de la Communication.
- Président suppléant : M. G. Luckx, chef administratif — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
- Membre effectif : Mme M. Laurent, sous-chef de bureau — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
- Membre suppléant : M. R. Marchandise, inspecteur principal — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Comité de concertation de base n° 12

- Ressort : Musée Royal de Mariemont.
- Président : Le directeur du Musée royal de Mariemont.
- Président suppléant : M. P.J. Foulon, assistant — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
- Membre effectif : Mme J. Louppe, assistant — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
- Membre suppléant : Mme A. Pierard, assistant — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Comité de concertation de base n° 13

- Ressort : Direction générale du Sport et du Tourisme — Administration centrale.
- Président : Le directeur général de la direction générale du Sport et du Tourisme.
- Président suppléant : M. M. Giannarelli, commissaire au Tourisme — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
- Membre effectif : M. A. Henneton, commissaire au Tourisme — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
- Membre suppléant : M. R. Hamaitte, conseiller — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Comité de concertation de base n° 14

- Ressort : Direction générale du Sport et du Tourisme — Services extérieurs — Centres sportifs et touristiques.
- Président : Le directeur général de la direction générale du Sport et du Tourisme.
- Président suppléant : M. G. Gypens, inspecteur en chef — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
- Membre effectif : M. M. Giannarelli, commissaire au Tourisme — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.
- Membre suppléant : M. M. Marneffe, inspecteur en chef — Ministère de la Culture et des Affaires sociales.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 décembre 1991.

Le Ministre-Président,
V. FEAUX

Annexe 3

COMITE INTERMEDIAIRE DE CONCERTATION
POUR LE MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

- Ressort : Services de l'Exécutif de la Communauté française Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation.
- Président : Le secrétaire général.
- Président suppléant : L'administrateur général de la direction générale de l'Organisation des études, de l'Enseignement de promotion sociale et des Bâtiments scolaires — Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation.

- Membres effectifs :
- M. R. Gaignage, directeur général — Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.
- M. L. Maniquet, directeur général — Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.
- Membres suppléants :
- M. C. Gilquin, inspecteur général — Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.
- M. P. Marchand, directeur d'administration — Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 décembre 1991.

Le Ministre-Président,
V. FEAUX

Annexe 4

COMITES DE CONCERTATION DE BASE
POUR LE MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

Comité de concertation de base n° 1

- Ressort : Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation — Administration centrale (à l'exception de la direction d'administration des Bâtiments scolaires de la Communauté française).
- Président : Le directeur général de la direction générale des personnels, des Statuts, de l'Organisation administrative et de l'Enseignement spécial.
- Président suppléant : M. J. Colson, directeur — Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.
- Membre effectif : M. L. Maniquet, directeur général — Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.
- Membre suppléant : M. L. Demortier, conseiller adjoint — Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

Comité de concertation de base n° 2

- Ressort : Direction d'administration des Bâtiments scolaires de la Communauté française.
- Président : L'administrateur général de la direction générale de l'Organisation des Etudes, de l'Enseignement et de la Promotion sociale et des Bâtiments scolaires.
- Président suppléant : M. Y. Lespagnard, directeur général Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.
- Membre effectif : M. J. Williot, conseiller — Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.
- Membre suppléant : M. A. Delattre, architecte en chef-directeur — Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 décembre 1991.

Le Ministre-Président,
V. FEAUX

Annexe 5

COMITES DE CONCERTATION DE BASE
POUR L'OFFICE DE LA NAISSANCE ET DE L'ENFANCE

Comité de concertation de base n° 1

- Ressort : Office de la Naissance et de l'Enfance — Administration centrale.
- Président : L'administrateur général de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.
- Président suppléant : L'administrateur général adjoint de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.
- Membre effectif : Mme J. Charette, premier conseiller Office de la Naissance et de l'Enfance.
- Membre suppléant : M. R. Vervoort, conseiller — Office de la Naissance et de l'Enfance.

Comité de concertation de base n° 2

- Ressort : Office de la Naissance et de l'Enfance — Services extérieurs.
- Président : L'administrateur général de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.
- Président suppléant : L'administrateur général adjoint de l'Office de la Naissance et de l'Enfance.
- Membre effectif : Mme M.-P. Behrin, directeur d'administration Office de la Naissance et de l'Enfance.
- Membre suppléant : Mme C. Latiers, conseiller — Office de la Naissance et de l'Enfance.

Comité de concertation de base n° 3

- Ressort : Office de la Naissance et de l'Enfance — Institut médico-pédagogique.
- Président : Le directeur d'administration ayant les services extérieurs dans ses attributions.
- Président suppléant : Mme C. Latiers, conseiller — Office de la Naissance et de l'Enfance.
- Membre effectif : Mme J. Charette, premier conseiller — Office de la Naissance et de l'Enfance.
- Membre suppléant : Mme M.-C. Lenoir, premier conseiller — Office de la Naissance et de l'Enfance.

Comité de concertation de base n° 4

- Ressort : Office de la Naissance et de l'Enfance Centre d'accueil.
- Président : Le directeur d'administration ayant les services extérieurs dans ses attributions.
- Président suppléant : Mme C. Latiers, conseiller — Office de la Naissance et de l'Enfance.
- Membre effectif : Mme J. Charette, premier conseiller — Office de la Naissance et de l'Enfance.
- Membre suppléant : Mme M.-C. Lenoir, premier conseiller — Office de la Naissance et de l'Enfance.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 décembre 1991.

Le Ministre-Président,
V. FEAUX

Annexe 6

**COMITES DE CONCERTATION DE BASE
POUR LE FONDS COMMUNAUTAIRE POUR L'INTEGRATION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE
DES PERSONNES HANDICAPEES**

Comité de concertation de base n° 1

- Ressort : Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées — Administration centrale.
- Président : L'administrateur général du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.
- Président suppléant : M. Y. Druart, premier conseiller — Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.
- Membre effectif : M. P. Lebrun, inspecteur en chef directeur — Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.
- Membre suppléant : M. J. Bioul, conseiller adjoint — Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Comité de concertation de base n° 2

- Ressort : Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées — Services extérieurs.
- Président : L'administrateur général du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.
- Président suppléant : M. Y. Druart, premier conseiller — Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.
- Membre effectif : M. P. Lebrun, inspecteur en chef directeur — Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.
- Membre suppléant : M. J. Bioul, conseiller adjoint — Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 décembre 1991.

Le Ministre-Président,
V. FEAUX

Annexe 7

**COMITE DE CONCERTATION DE BASE
POUR LE FONDS DES BATIMENTS SCOLAIRES DE L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNE**

- Président : L'inspecteur général du Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné.
- Président suppléant : Mme E. Couder, conseiller adjoint chef de service — Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné.
- Membre effectif : M. M. Nouvelle, conseiller adjoint — Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné.
- Membre suppléant : M. B. Hallebardier, conseiller — Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 décembre 1991.

Le Ministre-Président,
V. FEAUX

Annexe 8

**COMITE DE CONCERTATION DE BASE
POUR LE FONDS COMMUNAUTAIRE DE GARANTIE DES BATIMENTS SCOLAIRES**

- Président : L'inspecteur général du Fonds communautaire de garantie des Bâtiments scolaires
- Président suppléant : M. G. Son, chef administratif — Fonds communautaire de garantie des Bâtiments scolaires

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 décembre 1991.

Le Ministre-Président,
V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN
 EN MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 92 — 503

[S-C — 29782]

18 DECEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot oprichting in het gebied van Sector XVII — Franse Gemeenschap — van basisoverleg- en tussenoverlegcomités en tot aanwijzing van de voorzitters en de leden van de afvaardiging van de overheid alsook hun plaatsvervangers

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op de artikelen 34, 36, 38 en 42;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het hoog overlegcomité van Sector XVII, gegeven op 29 oktober 1991;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort;

Gelet op de door haar na de beraadslaging van 11 december 1991 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Binnen het gebied van Sectorcomité XVII — Franse Gemeenschap — worden opgericht, voor het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken :

— één tussenoverlegcomité :

zijn gebied en de samenstelling van de afvaardiging van de overheid worden in bijlage 1 van dit besluit bepaald.

— veertien basisoverlegcomités :

hun respectieve gebieden en de samenstelling van de afvaardiging van de overheid worden in bijlage 2 van dit besluit bepaald.

Art. 2. Binnen het gebied van Sectorcomité XVII — Franse Gemeenschap — worden opgericht, voor het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming :

— één tussenoverlegcomité :

zijn gebied en de samenstelling van de afvaardiging van de overheid worden in bijlage 3 van dit besluit bepaald.

— twee basisoverlegcomités :

hun respectieve gebieden en de samenstelling van de afvaardiging van de overheid worden in bijlage 4 van dit besluit bepaald.

Art. 3. Binnen het gebied van Sectorcomité XVII — Franse Gemeenschap — worden opgericht, voor de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor geboorte en kindertwelzijn van de Franse Gemeenschap) :

— vier basisoverlegcomités :

hun respectieve gebieden en de samenstelling van de afvaardiging van de overheid worden in bijlage 5 van dit besluit bepaald.

Art. 4. Binnen het gebied van Sectorcomité XVII — Franse Gemeenschap — worden opgericht, voor het « Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » (Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces van de Franse Gemeenschap) :

— twee basisoverlegcomités :

hun respectieve gebieden en de samenstelling van de afvaardiging van de overheid worden in bijlage 6 van dit besluit bepaald.

Art. 5. Binnen het gebied van Sectorcomité XVII — Franse Gemeenschap — wordt opgericht, voor het « Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires » (Waarborgfonds voor schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap) :

— één basisoverlegcomité :

zijn gebied en de samenstelling van de afvaardiging van de overheid worden in bijlage 7 van dit besluit bepaald.

Art. 6. Binnen het gebied van Sectorcomité XVII — Franse Gemeenschap — wordt opgericht, voor het « Fonds des bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné » (Fonds voor schoolgebouwen van het gesubsidieerd officieel onderwijs van de Franse Gemeenschap) :

— één basisoverlegcomité :

zijn gebied en de samenstelling van de afvaardiging van de overheid worden in bijlage 8 van dit besluit bepaald.

Art. 7. Het ambt van voorzitter voor de basisoverleg- en de tussenoverlegcomités, alsook het ambt van plaatsvervangend voorzitter voor de tussenoverlegcomités, wordt waargenomen door de ambtenaar die titularis is van bedoelde betrekking of die aangewezen is om de functies ervan uit te oefenen.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 18 december 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,

V. FEAUX

Bijlage 1

TUSSENOVERLEGCOMITE VOOR HET MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

§ 1. — Gebied : Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

- Voorzitter : De secretaris-generaal.
- Plaatsvervangend voorzitter : De bestuursdirecteur van de bestuursdirectie van het Openbaar Ambt — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Werkende leden :
 - De heer Ch. Courteille, directeur-generaal — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
 - De heer R. François, bestuursdirecteur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Plaatsvervangende leden :
 - Mevr. F. Lachaert, bestuursdirecteur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
 - Mevr. Cl. Louis, adjunct-adviseur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

§ 2. Indien de op de agenda van een vergadering van onderhavig tussenoverlegcomité voorkomende punten uitsluitend betrekking hebben op verscheidene basisoverlegcomités van éénzelfde Algemene Directie, wordt de samenstelling van het tussenoverlegcomité als volgt vastgelegd :

- Voorzitterschap : De secretaris-generaal.
 - a) Indien de Algemene Directie van Cultuur en Sociale Zaken erbij betrokken is :
 - Plaatsvervangend voorzitter : De directeur-generaal van de Algemene Directie van Cultuur en Communicatie — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
 - Werkende leden :
 - De heer M. Massun, bestuursdirecteur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
 - De heer P. Scharff, hoofdinspecteur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
 - Plaatsvervangende leden :
 - De heer J.P. Stouffs, adjunct-adviseur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
 - Mevr. M. Lahaye, adviseur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
 - b) Indien de Algemene Directie van Gezondheid erbij betrokken is :
 - Plaatsvervangend voorzitter : De directeur-generaal van de Algemene Directie van Gezondheid — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
 - Werkende leden :
 - De heer E. Michaux, geneesheer-directeur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
 - De heer J. Abeloos, hoofdinspecteur-directeur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
 - Plaatsvervangende leden :
 - N — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
 - De heer R. Moriaux, geneesheer — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
 - c) Indien de Algemene Directie voor Sport en Toerisme erbij betrokken is :
 - Plaatsvervangend voorzitter : De directeur-generaal van de Algemene Directie voor Sport en Toerisme — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
 - Werkende leden :
 - De heer G. Gypens, hoofdinspecteur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
 - De heer L. Bussan, eerstaanwendend inspecteur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
 - Plaatsvervangende leden :
 - De heer M. Giannarelli, commissaris voor toerisme — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
 - De heer R. Hamaité, adviseur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 december 1991.

De-Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

Bijlage 2

BASISOVERLEGCOMITES VOOR HET MINISTERIE VAN CULTUUR EN SOCIALE ZAKEN

Basisoverlegcomité nr. 1

- Gebied : Diensten van het Algemeen Secretariaat (met uitzondering van de bestuursdirectie voor hulpverlening aan de jeugd).
- Voorzitter : De secretaris-generaal.
- Plaatsvervangend voorzitter : De heer Ch. Courteille, directeur-generaal — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Werkend lid : Mevr. Cl. Louis, adjunct-adviseur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Plaatsvervangend lid : Mevr. B. Bertrand, bestuurssecretaris — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

Basisoverlegcomité nr. 2

- Gebied : Diensten van het Algemeen Secretariaat — bestuursdirectie voor hulpverlening aan de jeugd — Hoofdbestuur.
- Voorzitter : De bestuursdirecteur van de bestuursdirectie voor hulpverlening aan de jeugd.
- Plaatsvervangend voorzitter : Mevr. D. Delatte, rechtskundig adviseur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Werkend lid : Mevr. M. Thomas, adjunct-adviseur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Plaatsvervangend lid : De heer J. Crochelet, adviseur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

Basisoverlegcomité nr. 3

- Gebied : Diensten van het Algemeen Secretariaat — bestuursdirectie voor hulpverlening aan de jeugd — Buitendiensten — Gestichten voor observatie en opvoeding.
- Voorzitter : De bestuursdirecteur van de bestuursdirectie voor hulpverlening aan de jeugd.
- Plaatsvervangend voorzitter : De heer F. Uytterhaege, directeur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Werkend lid : Mevr. A.M. Saey, adjunct-adviseur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Plaatsvervangend lid : De heer J.C. Devyver, adjunct-adviseur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

Basisoverlegcomité nr. 4

- Gebied : Diensten van het Algemeen Secretariaat — bestuursdirectie voor hulpverlening aan de jeugd — Sociale Diensten.
- Voorzitter : De bestuursdirecteur van de bestuursdirectie voor hulpverlening aan de jeugd.
- Plaatsvervangend voorzitter : De heer J. Crochelet, adviseur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Werkend lid : Mevr. D. Delatte, rechtskundig adviseur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Plaatsvervangend lid : Mevr. M. Thomas, adjunct-adviseur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

Basisoverlegcomité nr. 5

- Gebied : Algemene Directie voor de Infrastructuur.
- Voorzitter : De directeur-generaal van de Algemene Directie voor de Infrastructuur.
- Plaatsvervangend voorzitter : De heer J. Dermien, inspecteur-generaal — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Werkend lid : De heer M. Varkas, ingenieur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Plaatsvervangend lid : De heer J.P. Delhez, ingenieur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

Basisoverlegcomité nr. 6

- Gebied : Algemene Directie voor Sociale Zaken.
- Voorzitter : De directeur-generaal van de Algemene Directie voor Sociale Zaken.
- Plaatsvervangend voorzitter : Mevr. P. Beka, inspecteur-generaal — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Werkend lid : De heer G. Escoufflaire, inspecteur-generaal — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Plaatsvervangend lid : De heer J.H. Sauwen, adviseur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

Basisoverlegcomité nr. 7

- Gebied : Algemene Directie van Gezondheid (met uitzondering van de psychiatrische ziekenhuizen van Bergen en Doornik).
- Voorzitter : De directeur-generaal van de Algemene Directie van Gezondheid.
- Plaatsvervangend voorzitter : De heer R. Lonfils, inspecteur-geneesheer — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Werkend lid : De heer J. Abeloos, hoofdinspecteur-directeur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Plaatsvervangend lid : N — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

Basisoverlegcomité nr. 8

- Gebied : Psychiatrisch ziekenhuis van Bergen.
- Voorzitter : De inspecteur-generaal van de Algemene Inspectie van de curatieve geneeskunde.
- Plaatsvervangend voorzitter : De heer G. Goedgebuer, bestuurschef — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Werkend lid : De heer W. Rocourt, psycholoog — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Plaatsvervangend lid : De heer Y. Deleuze, adjunct-adviseur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

Basisoverlegcomité nr. 9.

- Gebied : Psychiatrisch ziekenhuis van Doornik.
- Voorzitter : De inspecteur-generaal van de Algemene Inspectie van de curatieve geneeskunde.
- Plaatsvervangend voorzitter : De heer J. Secret, geneesheer-hoofd van dienst — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Werkend lid : De heer M. Floris, inspecteur-geneesheer-hoofd van dienst.
- Plaatsvervangend lid : De heer R. Cloquette, geneesheer-hoofd van dienst — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

Basisoverlegcomité nr. 10

- Gebied : Algemene Directie van Cultuur en Communicatie — Hoofdbestuur en buitendiensten (met uitzondering van de opslagplaatsen voor materieel en ontmoetingscentra).
- Voorzitter : De directeur-generaal van de Algemene Directie van Cultuur en Communicatie.
- Plaatsvervangend voorzitter : De heer M. Massun, bestuursdirecteur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Werkend lid : De heer P. Scharff, hoofdinspecteur — Ministerie van Cultuur en Sociale zaken.
- Plaatsvervangend lid : Mevr. M. Lahaye, adviseur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

Basisoverlegcomité nr. 11

- Gebied : Algemene Directie van Cultuur en Communicatie — Buitendiensten — Opslagplaatsen voor materieel en Ontmoetingscentra die ressorteren onder de Algemene Directie.
- Voorzitter : De directeur-generaal van de Algemene Directie van Cultuur en Communicatie.
- Plaatsvervangend voorzitter : De heer G. Luckx, bestuurschef — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Werkend lid : Mevr. M. Laurent, onderbureaucheef — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Plaatsvervangend lid : De heer R. Marchandise, eerstaanwezend inspecteur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

Basisoverlegcomité nr. 12

- Gebied : Koninklijk Museum van Mariemont
- Voorzitter : De directeur van het Koninklijk Museum van Mariemont
- Plaatsvervangend voorzitter : De heer P.J. Foulon, assistent — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Werkend lid : Mevr. J. Loepe, assistent — Ministerie van Cultuur en Sociale zaken.
- Plaatsvervangend lid : Mevr. A. Pierard, assistent — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken

Basisoverlegcomité nr. 13

- Gebied : Algemene Directie voor Sport en Toerisme — Hoofdbestuur.
- Voorzitter : De directeur-generaal van de Algemene Directie voor Sport en Toerisme.
- Plaatsvervangend voorzitter : De heer M. Giannarelli, commissaris voor toerisme — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Werkend lid : De heer A. Henneton, commissaris voor toerisme — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Plaatsvervangend lid : De heer R. Hamatte, adviseur — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.

Basisoverlegcomité nr. 14

- Gebied : Algemene Directie voor Sport en Toerisme — Buitendiensten — Sport- en toeristische centra.
- Voorzitter : De directeur-generaal van de Algemene Directie voor Sport en Toerisme.
- Plaatsvervangend voorzitter : De heer G. Gypens, hoofdinspecteur — Ministerie van Cultuur en Sociale zaken.
- Werkend lid : De heer M. Giannarelli, commissaris voor toerisme — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken.
- Plaatsvervangend lid : De heer M. Marneffe, hoofdinspecteur — Ministerie van Cultuur en Sociale zaken.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 december 1991.

De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

Bijlage 3

TUSSENOVERLEGCOMITE VOOR HET MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

- Gebied : Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.
 - Voorzitter : De secretaris-generaal.
 - Plaatsvervangend voorzitter : De administrateur-generaal van de Algemene Directie van het Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Schoolgebouwen — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.
 - Werkende leden :
 - De heer R. Gagnage, directeur-generaal — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.
 - De heer L. Maniquet, directeur-generaal — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.
 - Plaatsvervangende leden :
 - De heer C. Gilquin, inspecteur-generaal — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.
 - De heer P. Marchand, bestuursdirecteur — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.
- Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 december 1991 :

De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

Bijlage 4

BASISOVERLEGCOMITES
VOOR HET MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

Basisoverlegcomité nr. 1

- Gebied : Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming — Hoofdbestuur (met uitzondering van de bestuursdirectie voor schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap).
- Voorzitter : De directeur-generaal van de Algemene Directie Personeel, Statuten, administratieve Organisatie en buitengewoon Onderwijs.
- Plaatsvervangend voorzitter : De heer J. Colson, directeur — Ministerie van Onderwijs, onderzoek en Vorming.
- Werkend lid : De heer L. Maniquet, directeur-generaal — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.
- Plaatsvervangend lid : De heer L. Demortier, adjunct-adviseur — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

Basisoverlegcomité nr. 2

- Gebied : Bestuursdirectie voor schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap.
- Voorzitter : De administrateur-generaal van de Algemene Directie Organisatie van het Onderwijs, Onderwijs voor sociale Promotie en Schoolgebouwen.
- Plaatsvervangend voorzitter : De heer Y. Lespagnard, directeur-generaal — Ministerie van Onderwijs, onderzoek en Vorming.
- Werkend lid : De heer J. Williot, adviseur — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

— Plaatsvervangend lid : De heer A. Delattre, hoofdarchitect-directeur — Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 december 1991.

De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

Bijlage 5

**BASISOVERLEGCOMITES VOOR DE « OFFICE DE LA NAISSANCE ET DE L'ENFANCE »
(DIENST VOOR GEBOORTE EN KINDERWELZIJN VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP)**

Basisoverlegcomité nr. 1

- Gebied : « Office de la Naissance et de l'Enfance » — Hoofdbestuur.
- Voorzitter : De administrateur-generaal van de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».
- Plaatsvervangend voorzitter : de adjunct-administrateur-generaal van de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».
- Werkend lid : Mevr. J. Charette, eerste adviseur — « Office de la Naissance et de l'Enfance ».
- Plaatsvervangend lid : De heer R. Vervoort, adviseur — « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Basisoverlegcomité nr. 2

- Gebied : « Office de la Naissance et de l'Enfance » — Buitendiensten.
- Voorzitter : De administrateur-generaal van de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».
- Plaatsvervangend voorzitter : De adjunct-administrateur-generaal van de « Office de la Naissance et de l'Enfance ».
- Werkend lid : Mevr. M.-P. Behrin, bestuursdirecteur — « Office de la Naissance et de l'Enfance ».
- Plaatsvervangend lid : Mevr. C. Latiers, adviseur — « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Basisoverlegcomité nr. 3

- Gebied : « Office de la Naissance et de l'Enfance » — Medisch-pedagogisch instituut.
- Voorzitter : De bestuursdirecteur tot wiens bevoegdheid de buitendiensten behoren.
- Plaatsvervangend voorzitter : Mevr. C. Latiers, adviseur — « Office de la Naissance et de l'Enfance ».
- Werkend lid : Mevr. J. Charette, eerste adviseur — « Office de la Naissance et de l'Enfance ».
- Plaatsvervangend lid : Mevr. M.-C. Lenoir, eerste adviseur — « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Basisoverlegcomité nr. 4

- Gebied : « Office de la Naissance et de l'Enfance » — Onthaalcentrum.
- Voorzitter : De bestuursdirecteur tot wiens bevoegdheid de buitendiensten behoren.
- Plaatsvervangend voorzitter : Mevr. C. Latiers, adviseur — « Office de la Naissance et de l'Enfance ».
- Werkend lid : Mevr. J. Charette, eerste adviseur — « Office de la Naissance et de l'Enfance ».
- Plaatsvervangend lid : Mevr. M.-C. Lenoir, eerste adviseur — « Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 december 1991.

De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

Bijlage 6

BASISOVERLEGCOMITE VOOR HET « FONDS COMMUNAUTAIRE POUR L'INTEGRATION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES PERSONNES HANDICAPES » (FONDS VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP VOOR DE SOCIALE INTEGRATIE VAN DE GEHANDICAPTEN EN HUN INSCHAKELING IN HET ARBEIDSPROCES)

Basisoverlegcomité nr. 1

- Gebied : « Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées » — Hoofdbestuur
- Voorzitter : De administrateur-generaal van het « Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ».
- Plaatsvervangend voorzitter : De heer Y. Druart, eerste adviseur — « Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ».
- Werkend lid : De heer P. Lebrun, hoofdinspecteur-directeur — « Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ».
- Plaatsvervangend lid : De heer J. Bioul, adjunct-adviseur — « Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ».

Basisoverlegcomité nr. 2

- Gebied : Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées — Buitendiensten.
- Voorzitter : De administrateur-generaal van het « Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ».
- Plaatsvervangend voorzitter : De heer Y. Druart, eerste adviseur — « Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ».

- Werkend lid : De heer P. Lebrun, hoofdinspecteur-directeur — « Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ».
- Plaatsvervangend lid : De heer J. Bioul, adjunct-adviseur — « Fonds communautaire pour l'Intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ».

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 december 1991.

De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

Bijlage 7.

BASISOVERLEGCOMITE VOOR HET « FONDS DES BATIMENTS SCOLAIRES DE L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNE » (FONDS VOOR SCHOOLGEBOUWEN VAN HET GESUBSIDIEERD OFFICIEEL ONDERWIJS VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP)

- Voorzitter : De inspecteur-generaal van het « Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné ».
- Plaatsvervangend voorzitter : Mevr. E. Couder, adjunct-adviseur-hoofd van dienst — « Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné ».
- Werkend lid : De heer M. Nouvelle, adjunct-adviseur — « Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné ».
- Plaatsvervangend lid : De heer B. Hallebardier, adviseur — « Fonds des Bâtiments scolaires de l'Enseignement officiel subventionné ».

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 december 1991.

De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

Bijlage 8

BASISOVERLEGCOMITE VOOR HET « FONDS COMMUNAUTAIRE DE GARANTIE DES BATIMENTS SCOLAIRES » (WAARBORGFONDS VOOR SCHOOLGEBOUWEN VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP)

- Voorzitter : De inspecteur-generaal van het « Fonds communautaire de garantie des Bâtiments scolaires ».
- Plaatsvervangend voorzitter : De heer G. Son, bestuurschef — « Fonds communautaire de garantie des Bâtiments scolaires ».

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 december 1991.

De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRÊTÉS

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

17 DECEMBER 1991. — Ministerieel besluit tot erkenning van nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van coöperatieve vennootschappen

De Minister van Economische Zaken en het Plan,

Gelet op de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor de Coöperatie, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1962 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van de coöperatieve vennootschappen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 september 1985 en 24 september 1986,

Besluit :

Artikel 1. Worden hernieuwd voor een termijn van twee jaar, in de Commissie der verbruikcoöperaties, de erkenningen van de hierna vermelde nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van coöperatieve vennootschappen :

1. Federatie der Belgische Coöperaties, FEBECOOP, v.z.w. te Brussel, en de 4 navolgende hierbij aangesloten coöperatieve vennootschappen :

1009 De Verbroedering, C.V., te Geraardsbergen.

1010 Vooruit, C.V., te Gent.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

17 DECEMBRE 1991. — Arrêté ministériel portant agrégation de groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,

Vu la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la Coopération, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrégation des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives, modifié par les arrêtés royaux des 18 septembre 1985 et 24 septembre 1986,

Arrête :

Article 1er. Sont renouvelées, pour un terme de deux ans, dans la Commission des coopératives de consommation, les agrégations des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives mentionnées ci-dessous :

1. Fédération belge des coopératives, FEBECOOP, a.s.b.l., à Bruxelles, et les 4 sociétés coopératives suivantes qui y sont affiliées :

1009 « De Verbroedering », S.C., à Grammont.

1010 « Vooruit », S.C., à Gand.